



Suivi de la situation humanitaire

Province du Sud Kivu, République démocratique du Congo

Aperçu de la situation
janvier - mars 2021

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Méthodologie

◦ La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de produire des informations actualisées sur les besoins humanitaires dans l'ensemble d'une province, y compris dans les zones difficiles d'accès. Les données sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens par téléphone¹ avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités.

◦ Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province.

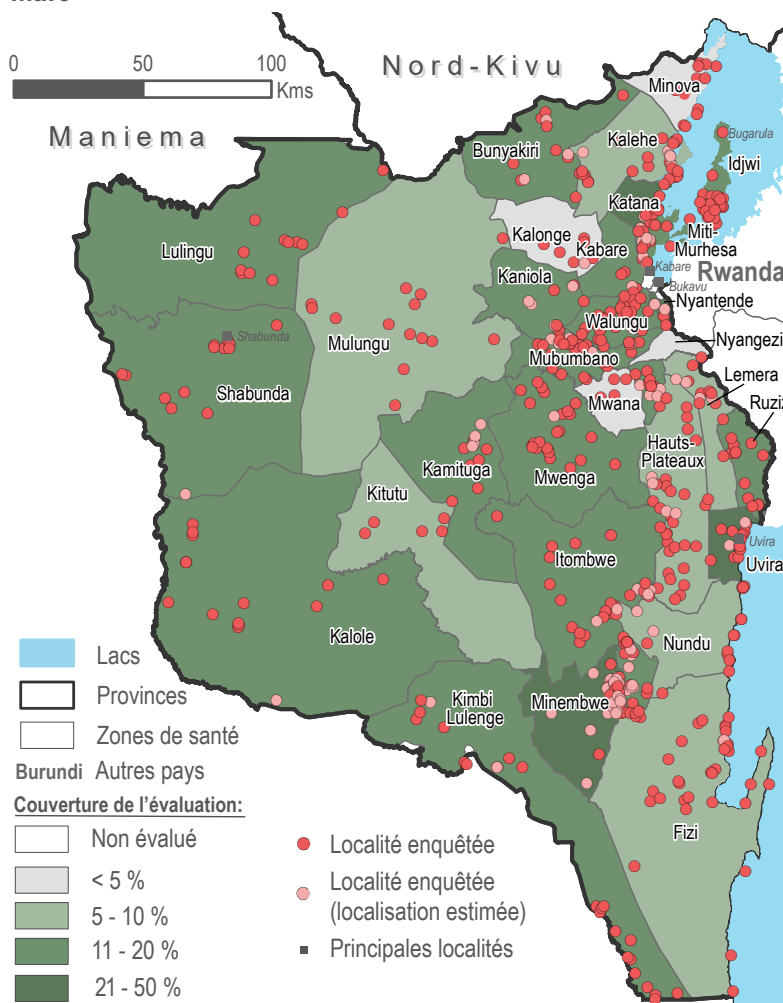
◦ Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées (seuil de couverture d'une ZS).² Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où le seuil de couverture n'a pas été atteint.

◦ Il est cependant possible que les tendances observées soient dans certains cas tout de même liées au changement d'échantillon.

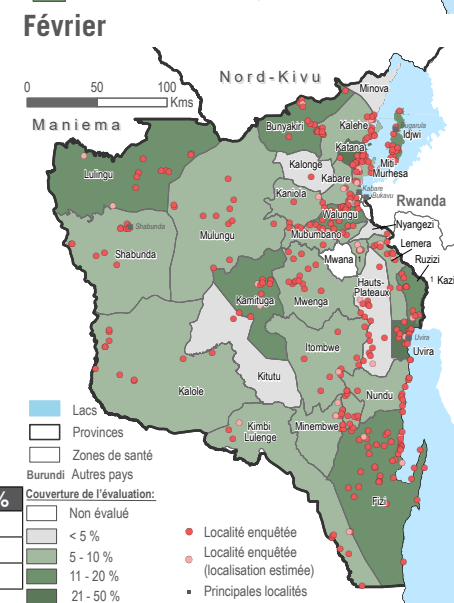
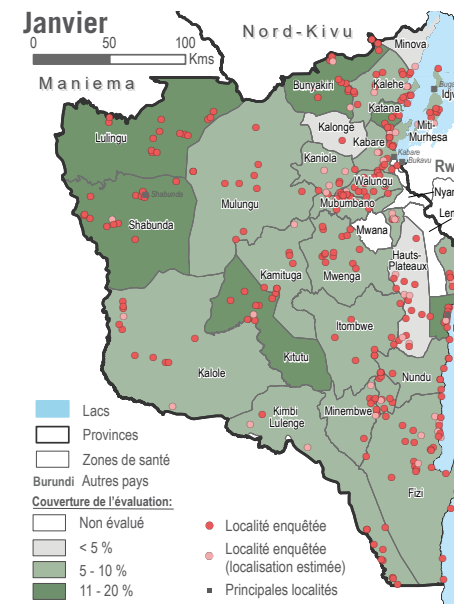
Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.³
Sauf indications contraires, les résultats présentés dans cet aperçu datent de mars 2020.

Couverture géographique

Mars



Mois	Enquêtes ⁴	Localités évaluées	0% < ZS enquêtée < 5%	ZS couvertes ≥ 5%
Janvier	768	323	3/34	24/34
Février	823	374	3/34	24/34
Mars	1 217	569	4/34	27/34



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Résultats clés



Déplacements et mouvements de population : l'arrivée de PDI au cours du mois précédent⁵ la collecte de données a été rapportée dans 14% (59/423) des localités évaluées au Sud-Kivu en mars, sans changement notable par rapport à janvier et février, en grande partie en raison des conflits, violences ou tensions persistant dans la région des hauts-plateaux, les territoires de Kabare, Kalehe et de Walungu.⁶ Les déplacements de population restaient principalement locaux, souvent internes à la ZS, même si la présence de PDI venant de provinces voisines était également remarquée. Ce premier trimestre était aussi caractérisé par des mouvements de retour significatifs, comme rapporté par les IC dans 21% (15/71) des localités évaluées en mars, en baisse par rapport à janvier (37%, 39/196). Dans près d'une localité sur deux évaluées où des retournés étaient signalés (51%, 36/73), ces retours étaient considérés comme temporaires, correspondant probablement à la période des récoltes de la saison A, allant de janvier à mars.



Sécurité alimentaire : dans presque toutes les localités évaluées en mars (95%, 536/568), les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. Cette insécurité alimentaire est plurifactorielle, ce qui explique certainement le non-consensus des IC dans 22% des localités évaluées (127/569), cette insécurité alimentaire pouvant être causée par des facteurs aussi bien structurels (manque de moyens) que conjoncturels (insécurité). Bien que la nourriture soit de loin le premier besoin prioritaire cité en mars dans 94% (536/569) des localités évaluées au Sud-Kivu, les IC de 96% (547/569) des localités évaluées le même mois ont rapporté que la sévérité de la faim restait modérée et que des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture.



Santé : la santé était le second besoin prioritaire rapporté en mars dans un cinquième des localités évaluées (20%, 111/569). L'accès physique aux structures de santé était relativement bon, inférieur à 45 minutes de marche pour la majorité de la population selon les IC de 76% (432/569) des localités évaluées en mars. Néanmoins, l'offre et la demande de soins restaient confrontées à de nombreuses barrières. Le manque de moyens constituait la principale barrière rapportée de l'accès aux soins pour la majorité de la population dans presque toutes les localités évaluées en mars (90% des localités évaluées, 137/569). Alors que du côté de l'offre, les difficultés d'approvisionnement en médicaments (75% des localités évaluées, 425/569) et en équipements médicaux (23% des localités évaluées, 133/569) étaient rapportées comme d'autres barrières principales à l'accès aux soins, probablement une conséquence de la COVID-19 ayant conduit à la fermeture temporaire des frontières avec les pays voisins.



Abris : dans la majorité des localités évaluées (58%, 320/553) en mars, les IC considéraient l'abri d'urgence⁷ comme le type d'abri le plus utilisé par la communauté hôte. Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés en mars dans plus de la moitié des localités évaluées (60%, 340/569). Les familles d'accueil et/ou les logements prêtés apparaissaient comme les principaux lieux d'accueil des PDI et/ou retournés (95%, 411/432), suivis des sites spontanés (21%, 89/432).



Eau, hygiène et assainissement : l'accès à l'eau demeure un enjeu dans la province du Sud-Kivu. En mars, dans 29% (163/569) des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau à distance de marche, autre que l'eau de surface, eau nécessitant d'être traitée afin de pouvoir être considérée comme propre à la consommation. Les sources améliorées et non améliorées⁸

- généralement considérées comme une eau de meilleure qualité mais ne garantissant pas la potabilité de l'eau - étaient quant à elles rapportées par les IC comme la principale source d'eau utilisée dans respectivement 26% (148/569) et 30% (173/569) des localités évaluées, alors que dans 15% des localités évaluées (85/569) la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus. Outre la qualité de l'eau consommée, l'accès physique à l'eau présentait d'autres problèmes dans certaines zones. Dans 18% (101/569) des localités évaluées, les IC ont estimé qu'il fallait entre 45 minutes et deux heures, pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée, les temps d'attente longs à la source et le manque de récipients occasionnant des difficultés supplémentaires. De plus, le lavage des mains se faisait exclusivement avec de l'eau dans 52% (294/569) des localités évaluées, en dépit de la crise sanitaire et de la lutte contre les épidémies. L'usage de latrines n'était pas systématique, celles-ci étant utilisées par une minorité de la population dans près de six localités évaluées sur dix (58%, 330/569).



Education : A la fin du quatrième trimestre de l'année 2020, le gouvernement de la RDC a décidé de la fermeture des écoles pour la seconde fois de l'année, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.⁹ Après un peu plus de deux mois, les écoles ont néanmoins pu rouvrir le 22 février 2021.¹⁰ La réouverture des écoles a été suivie de la mise en place de mesures de protection contre la COVID-19 selon 68% (141/207) des IC enseignants¹¹ consultés en mars. En mars 2021, seuls 56% (115/207) des IC enseignants indiquaient une fréquentation scolaire équivalente à celle de décembre 2020. Que ce soit pour le primaire (59%, 26/44) ou le secondaire (55%, 27/49), la majorité des IC enseignants voyait la baisse de la fréquentation en mars comme un problème d'ordre général, sans différence notable entre genre et catégories d'âge. Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont principalement indiqué le manque de moyens pour payer le matériel scolaire. Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, la rémunération des enseignants revient parfois aux parents, qui doivent s'affranchir des frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants.¹²

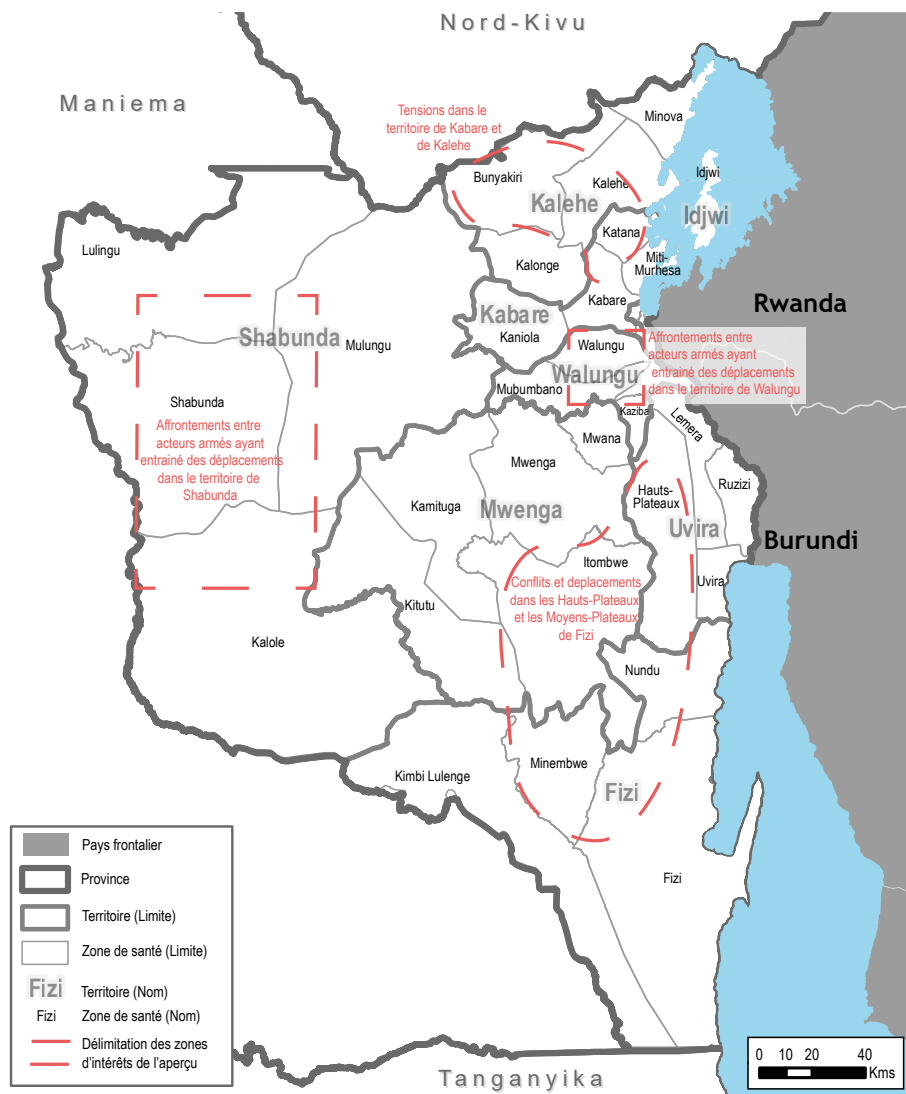


Protection : dans 24% (137/569) des localités évaluées en mars, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, sans changement notable sur la période. Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux. Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans presque un cinquième (17%, 95/569) des localités évaluées en mars. Les violences sexuelles représentaient de loin la première cause d'inquiétude pour les femmes (dans 50% des localités évaluées (287/569)) et les filles (dans 38% des localités évaluées (214/569)) selon les IC, en particulier dans la région des hauts-plateaux. Contrairement aux femmes majeures et mineures, la première cause d'inquiétude chez les hommes majeurs et mineurs ne faisait pas consensus, alors qu'aucune source d'inquiétude était citée en second lieu par les IC pour les hommes majeurs comme mineurs (dans 19% (110/569) et 27% (152/569) des localités évaluées), soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons. Le recrutement forcé de garçons par des acteurs armés était rapporté comme source d'inquiétude dans 8% des localités évaluées (45/569), en légère hausse depuis janvier (2%, 6/323), dans des proportions importantes dans les ZS de la région des hauts-plateaux.

→ Dynamiques de crises et mouvements de population

Au cours du premier trimestre 2021, les conflits dans la province du Sud-Kivu persistaient, en particulier dans la région des hauts-plateaux, les territoires de Kabare, Kalehe et de Walungu.⁶ Les incidents sécuritaires (conflits fonciers, conflits intercommunautaires et attaques/affrontements armés) ont contribué à alimenter les déplacements de populations, principalement internes à la province. La présence de groupes de population affectés par les conflits semblait visible dans l'ensemble de la province, des personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées étant

Carte des principales crises ayant mené à des déplacements entre janvier et mars dans la province du Sud-Kivu :



signalées par les IC dans 76% des localités évaluées en mars, sans différence notable sur la période.

La présence spécifique de PDI au cours du mois précédent a été rapportée par les IC dans 74% des localités évaluées en mars, sans variation notable par rapport aux mois précédents. Elle a été signalée dans plus de 50% des localités évaluées de 19 ZS couvertes sur 26, y compris dans l'ensemble des localités évaluées des ZS de Kaniola (12/12), Lulingu (12/12) et de Nundu (12/12), soulignant la présence généralisée de PDI dans les ZS de la province.

Principales zones d'origines des PDI

Les épisodes de conflits récurrents au sein de la province et les déplacements de population qu'ils engendrent étaient apparents tout au long du trimestre. Sur l'ensemble du trimestre, les lieux d'origine des PDI les plus rapportés (quelle que soit leur date d'arrivée) – tels que présentés dans le tableau ci-dessous – étaient situés dans la région des haut-plateaux, notamment dans la ZS d'Itombwe (territoire de Mwenga) et de Hauts Plateaux (territoire d'Uvira), et dans la région de Kalehe, en particulier la ZS de Bunyakiri (territoire de Kalehe). Ces résultats concordent avec les rapports mensuels de déplacements de Mercy Corps identifiant en janvier et février des déplacements dans les territoires de Kalehe, d'Uvira et de Mwenga.^{12 13}

Selon 42% (72/171) des IC consultés dans la ZS de Hauts-Plateaux, les PDI présentes dans la ZS de Hauts-Plateaux étaient originaires de cette dernière, mais la présence de PDI en provenance d'autres ZS voisines a également été répertoriée, notamment à Fizi (13%, 23/171), Lemera (11%, 18/171) et Uvira (8%, 13/171). Elle était probablement la conséquence des conflits dans la zone, la région des haut-plateaux étant le théâtre d'affrontements entre acteurs armés.¹⁵ Les mouvements entre les ZS de la région semblaient fluides, la présence de PDI originaires d'Itombwe était également identifiée au sein de la ZS d'Itombwe (19% 32/170) et dans les ZS limitrophes de Fizi (24%, 40/170), de Minembwe (17%, 29/170) et de Nundu (11%, 19/170). De même, la présence de PDI originaires de Minembwe était majoritairement identifiée au sein de la ZS (53%, 52/92), mais aussi dans la ZS de Fizi (21%, 21/98).

Des tensions subsistent dans la région de Kalehe, pouvant expliquer les déplacements de populations dans la ZS de Bunyakiri.¹⁶ Les IC de Bunyakiri ont rapporté trois fois sur dix (30%, 21/71) des déplacements internes à la ZS de Bunyakiri. Des PDI originaires de la ZS de Bunyakiri ont été identifiées dans les ZS voisines, à savoir : Kalehe (38%, 27/71), et Minova (14% 10/71).

TOP 3 des ZS d'origine des PDI, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté des PDI et leurs origines (quelle que soit leur date d'arrivée), par mois :

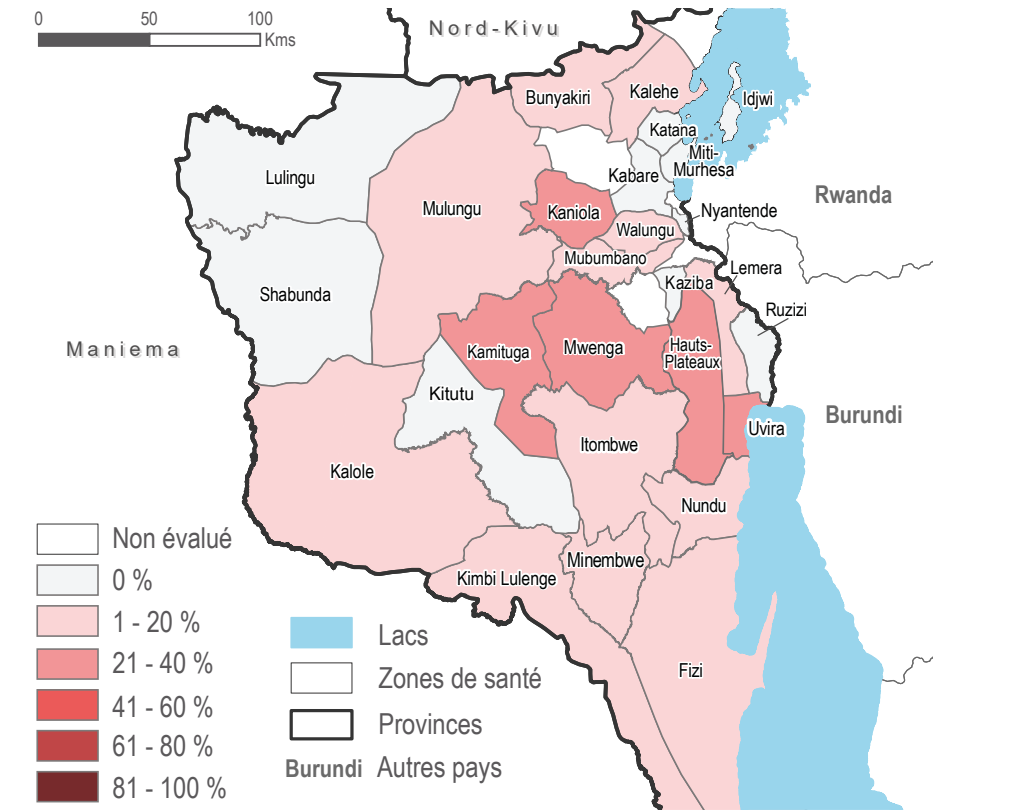
	Janvier	Février	Mars
1	Itombwe: 19%, 160/832	Itombwe: 19%, 54/702	Hauts-Plateaux: 16% 171/1 056
2	Hauts-Plateaux: 12%, 96/832	Hauts-Plateaux: 15%, 106/702	Itombwe: 11% 170/1 056
3	Bunyakiri: 10%, 82/832	Bunyakiri, Lulingu: 7%, 46/702	Minembwe: 9% 98/1 056

Les flux de populations inter-provinces définissent aussi – mais dans une moindre mesure – les mouvements de déplacements au Sud-Kivu. Les flux de populations inter-provinces définissent aussi – mais dans une moindre mesure – les mouvements de déplacements au Sud-Kivu. La présence de PDI ayant quitté les territoires de Walikalé et de Masisi au Nord-Kivu principalement compte tenu des conflits, pour rejoindre les ZS voisines au Sud-Kivu, a été rapportée par les IC en mars dans les ZS du territoire de Kalehe (ZS de Bunyakiri, Kalehe et Minova). De même, la présence de PDI en provenance de la ZS de Saramabila au Maniema a été signalée dans la ZS de Kalole et de Kimbi Lulenge, alors que la venue de PDI en provenance de la ZS de Nyemba au Tanganyika était aussi indiquée à Kimbi Lulenge.

Lorsque la présence de PDI a été rapportée, les IC ont expliqué que la première raison pour laquelle les PDI étaient parties était liée à la violence des groupes armés dans leur localité d'origine (86%), indiquant de facto que l'insécurité est un facteur important de répulsion à l'origine des déplacements de populations au Sud-Kivu. Par ailleurs, les données publiées sur EHtools⁶ et les rapports mensuels de déplacement de Mercy Corps^{13 14} montrent que la plupart des déplacements sont la conséquence de conflits armés. La violence perpétrée par les groupes armés a été identifiée dans l'ensemble des localités évaluées de neuf ZS. Viennent ensuite les déplacements préventifs face à une menace, mais celles-ci ont été rapportées dans seulement 4% des localités couvertes en mars.

Arrivées récentes de PDI

Dans 14% (59) des localités évaluées en mars, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent, sans changement notable par rapport à janvier et février - % par ZS



Au regard des résultats présentés dans le tableau ci-dessous, la part des localités où les IC ont signalé l'arrivée de PDI au cours du mois précédent était relativement importante sur toute la période, notamment à Kitutu (territoire de Mwenga), Nundu et Kimbi Lulenge (territoire de Fizi) en janvier, Nundu en février, ainsi que Kamituga (territoire de Mwenga) et Hauts-Plateaux (territoire d'Uvira) en mars. Seulement deux alertes publiées sur EHtools (au mois de mars) faisaient état de l'arrivée de PDI, consécutives à des attaques ou affrontements armés, dans les territoires de Mwenga et d'Uvira, suggérant des potentielles lacunes d'information et la nécessité de collecter davantage de données sur les mouvements de population afin de pouvoir informer sur de potentielles nouvelles alertes.¹⁷

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté que des PDI étaient arrivées dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Janvier	Février	Mars
1	Kitutu: 50%, 3/6	Nundu: 40%, 4/10	Kamituga: 38%, 5/8
2	Kimbi Lulenge: 45%, 5/11	Lemera: 33%, 1/3	Hauts-Plateaux: 32%, 9/28
3	Nundu: 43% 3/7	Kimbi Lulenge: 29%, 2/7	Mwenga: 30%, 6/20

Principales zones de départ des PDI

Les mouvements de population étaient récurrents tout au long du trimestre. Dans 50% des localités évaluées en mars, les IC ont signalé le départ d'un nombre significatif de membres de la communauté hôte au cours du mois précédent, en légère hausse par rapport à janvier (41%, 132/323). Ces départs étaient répertoriés dans des ZS différentes au cours du trimestre, comme montré dans le tableau ci-dessous. Aucune zone de départ n'apparaît plus d'une fois dans le TOP 3 des ZS sur l'ensemble du trimestre, montrant que les flux de population ne se limitent pas à quelques ZS. En mars, les départs étaient particulièrement répertoriés à Hauts-Plateaux (81%, 25/31), tandis que Bunyakiri (83%, 10/12), Kaniola (83%, 5/6) et Kalole (82%, 9/11) font parties des ZS où cela a été rapporté dans les plus grandes proportions de localités évaluées en février. En dehors de Nundu et de Kitutu, il est intéressant de noter que les ZS principales de départ ne correspondent pas avec les ZS où l'arrivée de PDI a été rapportée dans une proportion importante de localités. Pour la plupart, les déplacements semblent néanmoins plutôt locaux, certaines ZS étant limitrophes les unes des autres, même s'il n'est pas à exclure que certains résultats soient liés à l'échantillonnage.

Les principales raisons mises en avant pour expliquer ces départs étaient la prévention face à une peur ou à une menace (40%), stable sur la période, suivie de l'insécurité alimentaire (18%), avec des proportions relativement proches sur le trimestre. En mars, les déplacements préventifs paraissaient plus communs dans les ZS de Minembwe (93%, 13/14), de Hauts-Plateaux (76%, 19/25) et de Katana (75%, 3/4), alors que des déplacements liés à l'insécurité alimentaire revenaient plus souvent dans la ZS de Kaziba (67%, 2/3), de Shabunda (50%, 5/10) et d'Idjwi (40%, 6/15).

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'un nombre significatif de membres de la communauté avait quitté la localité au cours du mois précédent, par mois :

	Janvier		Février		Mars	
	Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ	Zone de départ	Principale raison de départ
1	Kitutu: 67%, 6/9	Raisons économiques: 50%, 3/6	Bunyakiri: 83%, 10/12	Déplacement préventif: 70%, 7/10	Hauts-Plateaux: 81%, 25/31	Déplacement préventif: 76%, 19/25
2	Idjwi: 67%, 6/9	Raisons économiques: 50%, 3/6	Kaniola: 83%, 5/6	Déplacement préventif: 60%, 3/5	Nundu: 75%, 9/12	Insécurité alimentaire, inondations, NC: 22%, 2/9
3	Ruzizi: 67%, 4/6	Inondations: 88%, 7/8	Kalole: 82% 9/11	Déplacement préventif: 44%, 4/9	Nyantende: 75%, 3/4	Raisons économiques: 100%, 3/3

Dynamiques de retour

La présence de personnes retournées a été rapportée par les IC, quelle que soit leur date d'arrivée, dans 13% (73/569) des localités évaluées en mars, en baisse considérable sur la période (janvier : 33%, 106/323). La présence de retournés a été rapportée dans les plus hautes proportions de localités évaluées dans les ZS de Bunyakiri (31%, 13/22), Hauts-Plateaux 26% (8/31) et Itombwe (25%, 13/51), correspondant aux ZS d'origine des PDI les plus rapportées quelle que soit leur date d'arrivée. Les IC ont expliqué dans 32% (23/73) des localités évaluées en mars que les retournés étaient rentrés dans leur localité d'origine en raison des difficultés des conditions de vie dans la localité de départ. Ces résultats sont en nette baisse par rapport à janvier (71%, 75/106). L'amélioration de la sécurité dans la localité actuelle revenait dans 26% (19/73) des localités évaluées – en particulier dans les ZS de Minembwe 63% (5/8), Itombwe 38% (5/13) et Mulungu 33% (1/3) – alors qu'elle n'était pas citée en janvier et février, et était suivie de la baisse ou l'absence d'assistance dans la localité de départ (23%, 17/73). Les notes d'informations humanitaire du bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) signalaient une relative accalmie dans les ZS de Minembwe, d'Itombwe et de Hauts-Plateaux, pouvant expliquer ces mouvements de retour.¹⁸

Dans plus d'une localité sur deux évaluées où la présence de retournés a été signalée, les retournés sont rentrés dans leur localité d'origine pour y rester de façon permanente (51%, 37/73) d'après les IC. Il arrive dans certains cas que les retournés décident de revenir temporairement dans leur localité d'origine pour y cultiver, procéder à la récolte ou accéder à des services. Ceci a également été rapporté dans 51% des localités évaluées en mars, sans différence par rapport aux mois précédents, et en particulier à Kalehe (100%, 4/4), Fizi (75%, 3/4) et Mwenga (50%, 2/4).

Des mouvements de retour significatifs ayant eu lieu au cours du mois précédent ont été rapportés en mars dans 21% (15/71) des localités évaluées, en baisse par rapport à janvier (37%, 39/196). Les informations disponibles concernant les retournés sont limitées, aucune alerte publiée sur EHTools ne fait état de mouvements de retour, malgré les besoins de certains de ces groupes affectés par les conflits. .

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté des mouvements de retour significatifs dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Janvier	Février ¹⁹	Mars
1	Mulungu: 100%, 3/3	Fizi: 40% 4/10	Itombwe: 45%, 5/11
2	Kaniola: 67%, 2/3		Minembwe: 38%, 3/8
3	Lulingu, Walungu: 60% 3/5		Mulungu: 33%, 1/3

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Contexte général de la sécurité alimentaire au Sud-Kivu

La sécurité alimentaire demeure particulièrement inquiétante au Sud-Kivu. Le rapport d'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), publié en mars 2021 estime, sur base de projections pour la période allant de février à juin 2021, que 22% de la population du Sud-Kivu serait en insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4 de l'IPC).¹⁹ Toujours sur base de projection pour la période allant de février à juin 2021, les territoires (ou villes) de Shabunda et Fizi seraient les plus touchés, avec respectivement 40% et 35% de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë.²⁰ Si la situation alimentaire semble s'être légèrement améliorée depuis juillet 2020 (34% de personnes en phase 3 de l'IPC ou plus — juillet-décembre 2020²¹, contre 22% entre février et juin 2021²⁰), cela peut s'expliquer en partie par la reprise des flux d'échange sur le plan inter-régional. Les mouvements transfrontaliers avec le Rwanda, incluant le commerce informel qui reste un moteur de l'activité économique, ont peu

à peu repris depuis novembre 2020.²² La frontière avec le Burundi est maintenue ouverte depuis août 2020 à partir de Kavimvira, mais tout comme pour le Rwanda, la traversée de la frontière reste conditionnée à des restrictions sanitaires, constituant des obstacles importants pour les petits commerçants.²³ La pandémie liée à la COVID-19 dans la région des Grands Lacs aurait entre autres entraîné une baisse de la valeur des échanges de marchandises, des temps d'attente plus longs aux frontières, une diminution du nombre de passages journaliers aux frontières, une hausse des coûts commerciaux et aurait encouragé les regroupements de petits commerçants.²⁴ En outre, la crise mondiale de la COVID-19 a conduit en mars 2020 à la dépréciation du franc congolais (FC) par rapport au dollar US (USD). **Le ralentissement de l'activité économique s'est répercuté sur le pouvoir d'achat des ménages, restreignant ainsi leur accès à la nourriture.**²⁵ Dans le Centre-Est de la RDC, les mois de janvier, février et mars correspondent à la période de récoltes de la saison A (maïs, haricots, arachides, riz).²⁶ Cette année, les récoltes de la saison A étaient en dessous des niveaux habituels.²⁶ Malgré des pluies plus abondantes qu'habituellement, les restrictions sanitaires dues à la COVID-19 combinées à l'insécurité généralisée dans la province ont substantiellement limité les activités liées à l'agriculture.²⁶

Accès à la nourriture et situation de la faim

La nourriture était de loin le premier besoin prioritaire cité en mars : dans 94% des localités évaluées au Sud-Kivu, sans changement notable sur la période. Dans presque toutes les localités évaluées (95%), **les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture.** La première réponse fournie par les IC des localités évaluées pour expliquer le manque d'accès à la nourriture en mars faisait référence au manque de moyens de subsistance (25% des localités évaluées), alors que l'absence de consensus revenait dans 22% des localités évaluées, sans variation notable par rapport aux mois précédents, soulignant la pluri-factorialité de l'insécurité alimentaire. La destruction des cultures par les insectes, les animaux sauvages ou maladies des cultures (21%) est une raison citée d'ordre structurelle, et revient en particulier dans les ZS de Mubumbano (55%, 17/31), de Kamituga (50%, 6/12) et de Nyantende (50%, 2/4). Les résultats agrégés au niveau de la province restent relativement similaires d'une période à une autre.

La précarité alimentaire est exacerbée par des facteurs conjoncturelles dont l'insécurité. Ces situations d'insécurité ont un impact sur l'offre de nourriture et limitent l'accès aux terres ou aux cours d'eau, cités dans 12% des localités évaluées en mars. Cet accès est particulièrement restreint dans les ZS de la région de hauts-plateaux (ZS de Hauts-Plateaux : 52%, 16/31 ; Itombwe : 35%, 18/51 ; et Minembwe : 34%, 16/47).

Les stratégies d'adaptation et sources de nourriture

La diversification alimentaire est très limitée au Sud-Kivu. Les aliments régulièrement consommés dans les localités évaluées en mars étaient tous le fruit de la culture des terres, et incluent principalement les céréales et tubercules (99%), les légumes et feuilles (80%) et les oléagineux (70%), sans nette variation entre janvier et mars.²⁸ En outre, la consommation régulière, par une majorité de la population, de produits laitiers (0%), de viandes, œufs et poissons (5%), et de fruits (7%) était quasi inexistante, pouvant entraîner le développement de carences nutritionnelles au sein de la population.

Selon les IC de 96% des localités couvertes en mars, le niveau de sévérité de la faim restait modéré mais des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture. Plus inquiétant, la faim était considérée par les IC comme sévère dans plus d'une localité des ZS de Shabunda (2/15), de Hauts-Plateaux (2/31) et d'Itombwe (2/51). L'arrivée de PDI ou retournés a seulement eu un faible impact sur la situation de la faim dans 93% des localités évaluées selon les IC, sans différence par rapport aux mois précédents.

Une des stratégies les plus rapportées pour faire face au manque de nourriture dans les localités évaluées en mars était de diminuer le nombre de repas par jour ou la quantité de nourriture par repas (91%).²⁸ Si cette stratégie a été utilisée dans 91% des localités évaluées, la diminution du nombre de repas ou de la quantité de nourriture par repas pourrait augmenter les cas de malnutrition. Pour certains IC, les communautés se tournaient davantage vers des stratégies de subsistance axées à court terme sur l'emprunt d'argent ou de nourriture (50%), accroissant leur vulnérabilité sur le long terme. Une autre stratégie fréquemment rapportée dans les localités évaluées incluait la réduction des dépenses non-alimentaires essentielles, comme dans le secteur de la santé ou de l'éducation, en légère hausse entre janvier (9%, 28/323) et mars (19%, 106/569). Le recours à cette stratégie apparaissait plus fréquent dans les localités des ZS de Kimbi Lulenge (33%, 8/24) et de Nundu (33%, 4/12), en nette hausse depuis janvier (Kimbi Lulenge : 15%, 2/13 ; Nundu : 0%, 0/7).

3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour faire face au manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en mars :

Diminution du nombre de repas par jour/des quantités	91% (517)	
Emprunt pour l'achat de nourriture	50% (284)	
Réduction des dépenses non-alimentaires essentielles	38% (120)	

Les sources de nourriture rapportées pour la majorité de la population des localités évaluées étaient l'agriculture, la pêche et l'élevage de subsistance (73%), l'achat auprès de marchés et petits commerces (15%) et les petits travaux contre nourriture (4%). Les résultats ne varient pas sensiblement sur le trimestre.

Même si les habitudes alimentaires en termes de céréales n'ont pas changé sur la période, **le prix des céréales a augmenté selon les IC de 41% des localités évaluées, contribuant ainsi à renforcer le manque d'accès à la nourriture.** En contraste, les IC considéraient une baisse du prix des céréales dans 5% des localités évaluées, concordant avec la légère baisse du prix de la farine de maïs, de manioc et du riz rapportée dans le bulletin des prix – avec pour référence les prix du marché de Bukavu dans la commune de Kadutu – de Famine Early Warning Systems in Network (FEWS Net) d'avril 2021.²⁷ Les arguments mis en avant pour expliquer une hausse du prix des céréales varient entre les localités évaluées, la première raison renvoyant en mars à l'arrêt ou la diminution de l'approvisionnement en céréales en provenance d'autres localités lors de la période de récolte de la saison A (53%, 125/234), avec des résultats similaires en janvier.²⁸ Cela peut possiblement être expliqué par une détérioration de la sécurité ou encore de l'état des routes, rendant difficile l'acheminements des produits agricoles d'une localité vers une autre. Davantage de données seraient nécessaires pour confirmer cette hypothèse.

La seconde raison donnée était la destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages (27%, 63/234), très certainement expliquée par la hausse des maladies des cultures et la prolifération des chenilles légionnaires d'automne, entraînant ainsi une baisse de la production agricole, notamment du maïs.²⁹ Plusieurs méthodes existent pour lutter contre la prolifération de cet insecte, la plus répandue consistant à planter dans les champs de maïs le bracharia et le desmodium.²⁹ La destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages a été plus fréquemment recensée en mars dans les ZS de Katana (75%, 3/4), de Nyantende (67%, 7/9) et de Ruzizi (67%, 2/3). En outre, selon les IC de 17% des localités évaluées (39/234), les déplacements ont aussi eu des impacts sur les niveaux des prix des céréales, l'arrivée de PDI dans la localité ayant entraîné une hausse de la demande de céréales sans toutefois que l'offre de céréales n'augmente, plus spécifiquement dans la ZS de Mulungu (60%, 3/5), Lemera (50%, 2/4) et de Hauts-Plateaux (44%, 4/16). Comme présenté précédemment, Lemera et Hauts-Plateaux font parties du TOP 3 des ZS où les IC ont rapporté que des PDI étaient arrivées dans leur localité au cours du mois précédent.

Activités de subsistance et barrières à l'agriculture

Les principales activités de subsistance de la majorité de la population des localités évaluées incluaient l'agriculture de subsistance (95%), le petit commerce (85%), le travail journalier (47%) suivi de l'exploitation minière (13%).²⁸

Au Sud-Kivu, l'accès à la terre est source de nombreux litiges et conflits fonciers, l'accaparement des terres par une partie des élites réduisant l'offre de terre disponible pour la population.³⁰ Cependant, selon les IC de 97% des localités évaluées, l'accès à la terre restait disponible pour au moins la moitié de la population. Au sein des localités où au moins la moitié de la population avait accès à la terre, dans 79% d'entre elles, la majorité de la population cultivait la terre. L'agriculture de subsistance semblait être le type d'agriculture privilégié parmi 88% de ces localités, la majorité de la population cultivant leur terre pour leur propre consommation.

L'essentiel de l'activité économique du Sud-Kivu est porté par l'agriculture, constituant le premier moyen de subsistance des populations. L'agriculture se pratique le plus souvent sur de petites parcelles à l'aide de techniques et de matériels élémentaires.³¹ Au cours de leur quotidien, les personnes travaillant dans l'agriculture sont confrontées à de nombreuses barrières. Les obstacles les plus cités dans les localités évaluées étaient le manque de moyens de subsistance³² (88%), la destruction des champs par les insectes, animaux et maladies (41%), suivie de l'insécurité (23%), sans changement notable sur la période.²⁸ De manière générale, **le manque de moyens de subsistance est un problème inhérent à l'ensemble de la province et a été exacerbé par l'offre d'intrants agricoles, issue largement des importations,** actuellement restreinte du fait de la perturbation du trafic transfrontalier de marchandises.³³ L'insécurité constituait une barrière pour l'agriculture, en particulier dans les ZS de Hauts-Plateaux (77%, 24/31), de Minembwe (60%, 28/47) et de Lulingu (58%, 7/12). Elle s'explique en partie par la persistance des conflits qui continuent d'affecter l'accès aux champs et par le pillage des récoltes ou du bétail.

Santé et nutrition

Accès aux structures de santé

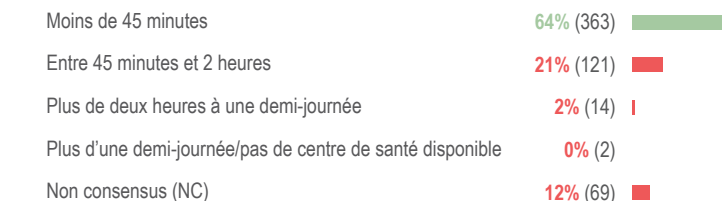
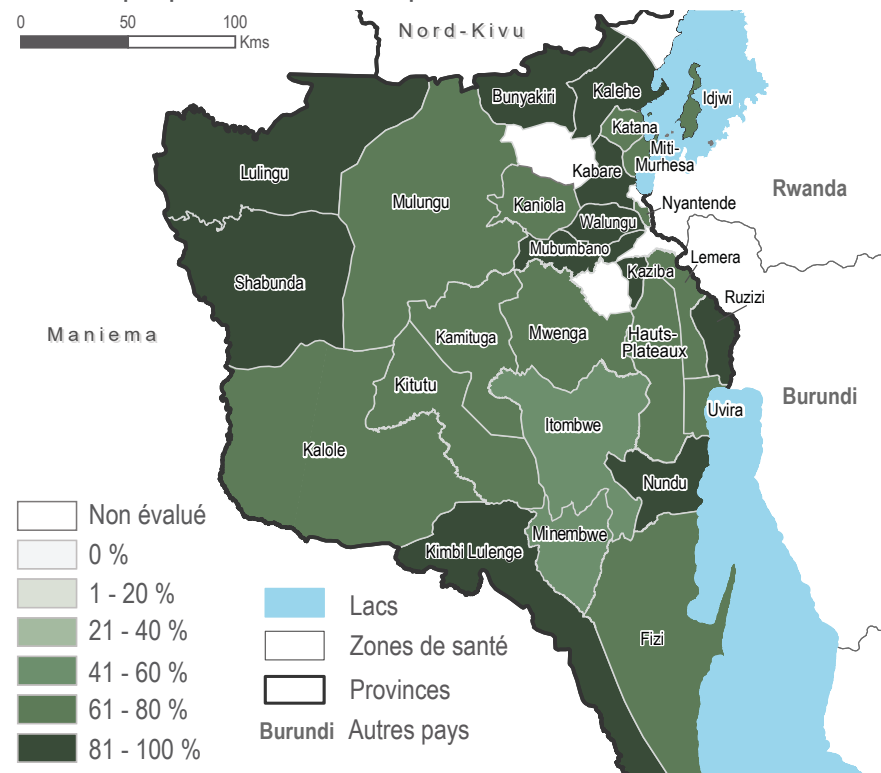
La santé était le second besoin prioritaire rapporté en mars dans près d'un cinquième des localités évaluées (20%), sans grande différence en janvier et février. Selon les IC, la majorité de la population de 84% des localités évaluées se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins. Les types de structures de santé visitées étaient les centres de santé, rapportés dans 87% des localités évaluées, suivis des hôpitaux (24%) et des postes de santé (15%).²⁸

En contraste, la majorité de la population restait chez elle et/ou se soignait elle-même dans 7% des localités évaluées en mars, la situation semblant plus problématique dans les ZS de Miti-Murhesa (21%, 3/14) et de Kitutu (20%, 1/5). Dans 24% (137/569) des localités évaluées en mars, les IC ont estimé que le temps de marche, séparant leur localité à la structure de santé la plus proche, était supérieur à 45 minutes, sans changement distinct sur le trimestre, mais en nette baisse depuis octobre (61%, 184/304), davantage d'informations seraient nécessaires pour pouvoir expliquer ce changement de tendance. Un temps de marche supérieur à 45 minutes était plus souvent rapporté par les IC dans les localités évaluées des ZS de Minembwe (47%, 22/47), d'Itombwe (45%, 23/51) et Miti-Murhesa (36%, 5/14). Il est possible que la décision de rester chez soi/et ou de se soigner soi-même soit liée à la distance importante séparant la localité de la structure de santé la plus proche, par exemple dans la ZS de Miti-Murhesa.

Par ailleurs, la population avait accès à un programme nutritionnel à distance de marche dans 40% (227/569) des localités évaluées, sans net changement sur le trimestre. Le degré d'accès n'est cependant pas uniforme dans la province, et des contrastes existent avec les niveaux d'insécurité alimentaire rapportés. Un parallèle peut être dressé entre malnutrition et insécurité alimentaire, les personnes en situation de précarité alimentaire pouvant être amenées à délaissier la valeur nutritive des aliments au profit de la consommation d'une quantité plus abondante de

nourriture.³⁴ Dans le territoire de Shabunda, la situation mérite une attention particulière, puisque la proportion de localités évaluées des ZS du territoire avec accès à un programme nutritionnel rapportés étaient particulièrement faibles (Kalole 0% (0/15), Lulingu 0% (0/12), Mulungu 0% (0/14) et Shabunda 6% (1/15)), tandis que selon les projections de l'IPC, la proportion des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 ou +) serait la plus élevée de la province (territoires de Shabunda : 40% de la population totale) pour la période février-juin 2021.²¹

% de localités évaluées en mars lorsque le temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche au cours du mois précédent est inférieur à 45 minutes selon les IC :



Principales barrières d'accès aux soins de santé

L'accès aux soins de santé prodigués par des professionnels de santé n'est pas seulement conditionné à un accès physique aux structures de santé. Le manque de moyens, première barrière aux soins identifiés par les

IC (90% des localités évaluées) sans changement notable par rapport à janvier 2021, **est un problème généralisé à l'ensemble de la province.**²⁸ Il est suivi par le manque de médicaments (75%, 425/569), en hausse par rapport au mois de février (68%, 256/374). Six des sept ZS où le manque de médicaments est rapporté dans plus de 90% des localités évaluées en tant que principal problème limitant l'accès aux soins se situent dans l'arrière-pays de la province (Kalole, Kamituga, Kimbi Lulenge, Lulingu, Mulungu, Shabunda). L'absence d'équipements médicaux apparaît en troisième position (23%) et semblait aussi particulièrement important dans les ZS situées à l'Ouest de la province (Kalole (40%, 6/15), Kamituga (50%, 6/12), Kimbi Lulenge (46%, 11/24), Kitutu (40%, 2/5)).

Principaux problèmes de santé

3 principaux problèmes de santé pour la population au cours du mois précédent selon les IC, en % de localités évaluées en mars :



Le principal problème de santé, rapporté dans 62% des localités évaluées, était le **paludisme**, sans net changement sur le trimestre. Le cluster santé considérait en mars le paludisme comme endémique dans l'ensemble des ZS de la province, avec 249 110 cas enregistrés (semaine 11) depuis le début de l'année pour un taux de létalité de 0,05%.³⁵ Dans les localités évaluées des ZS de Miti-Murhesa (100%, 14/14), et de Mulungu (93%, 13/14), les IC ont rapporté que le principal problème de santé était le paludisme ce qui pourrait signifier que le paludisme prévaut dans ces zones par rapport aux autres problèmes de santé fréquemment rapportés dans les autres zones évaluées. Les données du cluster santé identifiaient Fizi comme étant la ZS la plus affectée par le paludisme — cité dans 78% des localités évaluées (31/40) comme principal problème de santé — avec 3 899 cas enregistrés.³⁵ Dans les ZS de Miti-Murhesa, de Mulungu et de Fizi, où le paludisme était particulièrement cité comme principal problème de santé, cette situation n'apparaissait pas être liée à un manque de disponibilité de moustiquaires.³⁶

A l'instar du paludisme, la **diarrhée et la malnutrition** faisaient parties des principaux problèmes de santé rapportés dans les localités évaluées, mais à des niveaux moins élevés. La diarrhée était mentionnée en mars dans 14% (77/569) des localités évaluées, en légère hausse par rapport à janvier (8%, 26/323), contre 7% pour la malnutrition en mars. Au mois de mars, la proportion de localités où les IC ont rapporté la diarrhée comme un principal problème de santé était plus élevée dans les ZS de Minembwe (55%, 26/47), Kitutu (40%, 2/5) et d'Itombwe (18%, 12/51). Un des symptômes du choléra étant la survenue de diarrhées aiguës, il n'est pas à exclure que certaines des réponses « diarrhée » mentionnées par les IC se rapportent en fait au choléra. Cette maladie contagieuse était identifiée comme le principal problème de santé dans certaines localités de trois ZS seulement : Ruzizi (33%, 4/12), Nundu (8%, 1/12) et Fizi (5%, 2/40). Ces trois ZS sont également considérées par le Cluster Santé comme les hotspots pour la propagation du choléra.³⁵

Eau, hygiène et assainissement

Accès à l'eau

L'accès à une eau potable au Sud-Kivu demeure un enjeu, et son manque d'accès constitue un terreau pour le développement et la propagation de maladies hydriques. Au mois de mars, les IC ont expliqué dans 29% des localités évaluées de la province que la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau à distance de marche, autre que de l'eau de surface. Ces problèmes d'accès étaient plus recensés dans les ZS d'Itombwe (67%, 34/51), de Ruzizi (67%, 8/12), et de Nundu (58%, 7/12). Sur la période janvier-mars, les résultats

portant sur la principale source d'eau de boisson utilisée par la population au Sud-Kivu varient fortement d'une localité à une autre. L'eau de surface (29%), les sources améliorées (26%) et les sources non améliorées⁸ (30%) ont été rapportées comme étant les principales 'sources d'eau de boisson' dans des proportions relativement proches, soulignant le risque important que des maladies soient transmises par une eau qui n'est pas correctement traitée, alors que dans 15% des localités évaluées (85/569) la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus.

% des localités évaluées par principal type de source d'eau rapportée par les IC pour la majorité de la population au cours du mois précédant la collecte de données de mars - TOP3 des ZS :

	Eau de surface	Source non-améliorée	Source améliorée
1	Itombwe: 67%, 34/51	Kaniola: 58% 7/12	Kaziba: 64% 9/14
2	Ruzizi: 67%, 8/12	Mubumbano: 52% 16/31	Kabare: 60% 6/10
3	Nundu: 58% 7/12	Nyantende: 50% 2/4	Katana: 58% 7/12

En février (78%, 290/374) et mars (72%, 402/569), les IC ont indiqué que la majorité de la population mettait moins de 45 minutes pour aller collecter de l'eau dans une plus grande proportion de localités couvertes qu'en janvier (64%, 207/323). Parmi les principaux obstacles d'accès à l'eau, les IC ont identifié un nombre insuffisant de points d'eau et les longs temps d'attente aux points d'eau (dans 73% des localités évaluées), suivi du manque de récipients pour stocker l'eau (70%) et la qualité de l'eau, considérée comme impropre (38%).²⁸ Les indicateurs restent stables sur le trimestre, à l'exception de l'eau considérée comme impropre citée dans une plus grande proportion de localités évaluées en janvier (61%, 197/323). En raison du manque de récipients, les familles doivent vraisemblablement multiplier les allers et retours vers les points d'eau, restreignant le temps qu'elles allouent aux autres activités du quotidien, y compris économiques.

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en mars:

Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	73% (413)
Manque de récipients pour stocker l'eau	70% (398)
Eau considérée comme impropre	38% (214)

Ces questions de limites d'accès à l'eau ne se concentrent pas sur une zone spécifique, mais prévalent sur l'ensemble de la province. Les temps d'attente et le nombre insuffisant de points d'eau sont cités dans au moins 75% des localités de 16 des 27 ZS couvertes, en particulier à Bunyakiri (100%, 13/14), Nyantende (100%, 4/4) et Kaziba (93%, 13/14). De plus, les femmes et les filles souvent en charge d'aller collecter de l'eau à des distances éloignées de leur localité peuvent être exposées à des violences (sexuelles) basées sur le genre (V(S)BG).³⁷

Hygiène et assainissement

La question d'accès à des latrines et au savon est étroitement liée à des potentiels problèmes de contamination de l'eau, et à la propagation de maladies hydriques. Il ressort dans plus de quatre localités évaluées sur dix (42%, 239/569) que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines, en légère baisse par rapport au mois de janvier (53%, 170/323). La non-utilisation de latrines apparaissait dans une plus grande proportion de localités des ZS de Mulungu (93%, 13/14), Nundu (83%, 10/12) et de Hauts-Plateaux (81%, 25/31). L'évolution de ce ratio sur la période couverte est en nette hausse dans les ZS de Mulungu et de Nundu.³⁸ La non-utilisation des latrines était expliquée dans 85% des localités évaluées par le manque d'installations sanitaires ou leur surpeuplement, avec des pourcentages relativement similaires dans les ZS mentionnées ci-dessus.

Le lavage des mains se faisait pour la majorité de la population exclusivement avec de l'eau dans 52%

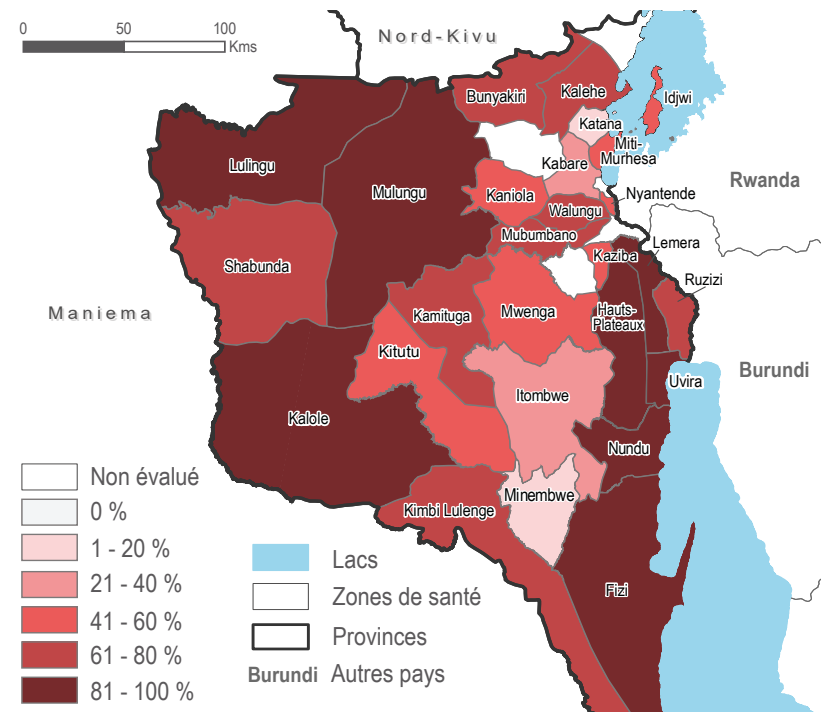
des localités évaluées, au détriment de l'eau avec du savon ou du chlore (18%), sans variation notable sur la période. L'eau seule était la méthode la plus fréquemment utilisée dans la ZS de Mulungu (86%, 12/14), suivie de Kaniola (83%, 10/12) et de Minembwe (81%, 38/47), cette dernière ZS faisant partie du TOP 3 des ZS où la diarrhée constituait le principal problème de santé le plus fréquemment rapporté.

Abris et articles ménagers essentiels

Dans la majorité des localités évaluées en mars, les IC considéraient l'abri d'urgence⁷ comme le type d'abri le plus utilisé par la communauté hôte (58%). Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés en mars dans plus de la moitié des localités évaluées (60%). Ces résultats étaient davantage prononcés dans les ZS de Nundu (100%, 12/12), de Lemera (93%, 13/14) et de Lulingu (92%, 11/12), étaient également rapportés dans la ZS de Minembwe mais dans une moindre proportion. Les familles d'accueil et/ou les logements prêts apparaissaient comme les principaux lieux d'accueil des PDI et/ou retournés (95%) suivis des sites spontanés (21%).²⁸

Parmi les principaux AME indisponibles en mars, les IC ont souligné les casseroles dans 88% (501/569) des localités couvertes, suivies de la vaisselle/assiettes et des bidons dans respectivement 78% (442/569) et 66% (377/569) des localités évaluées.²⁸ Viennent ensuite les nattes couchages et les vêtements dans 50% et 47% des localités évaluées. A l'exception des bidons, des nattes de couchage et des vêtements en légère hausse par rapport à janvier (44%, (142/323) ; 30% (96/323) ; 34% (109/323), la part des localités où les AME n'étaient pas disponibles pour la majorité de la population est relativement stable d'un mois à l'autre.

Dans 60% (340) des localités évaluées en mars, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :



Education

A la fin du quatrième trimestre de l'année 2020, le **gouvernement de la RDC a décidé de la fermeture des écoles pour la seconde fois de l'année**, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.⁹ Après un peu plus de deux mois, **les écoles ont néanmoins pu rouvrir le 22 février 2021**.¹⁰

Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 55% des localités évaluées en mars, pourcentage relativement similaire pour les écoles secondaires (56%). Les raisons données dans 56% des localités évaluées expliquant l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche renvoyaient majoritairement à des dommages causés par un aléa naturel. En lien avec l'état des structures scolaires, les IC de 32% des localités évaluées ont expliqué que les cours au niveau du primaire se tenaient dans des bâtiments temporaires, non-durables ou endommagés.

La réouverture des écoles a été suivie de la mise en place de mesures de protection contre la COVID-19 selon 68% (141/207) des IC enseignants consultés¹¹ en mars.²⁸ Ces mesures regroupaient le lavage des mains (89%, 125/141) et le port du masque (68%, 96/141). La mise en place de mesures de distanciation est citée par seulement 8% des IC enseignants (11/141), sans doute en raison des classes en sureffectifs.

A leur réouverture, **les écoles n'ont pas retrouvé leurs niveaux de fréquentation scolaire de décembre 2020**. En mars 2021, seuls 56% (115/207) des IC enseignants indiquaient une fréquentation scolaire équivalente à celle de décembre 2020. Dans l'aperçu de la situation humanitaire couvrant la période octobre-décembre 2020, 32% des IC consultés (87/128) rapportait déjà en décembre 2020 des niveaux de fréquentation scolaire inférieurs à ceux de mars 2020, période précédant la première fermeture des écoles suite à l'apparition de la COVID-19.³⁹ Que ce soit pour le primaire (59%, 26/44) ou le secondaire (55%, 27/49)⁴⁰, **la majorité des IC enseignants voyait la baisse de la fréquentation en mars comme un problème d'ordre général**, sans différence notable entre genre et catégorie d'âge.

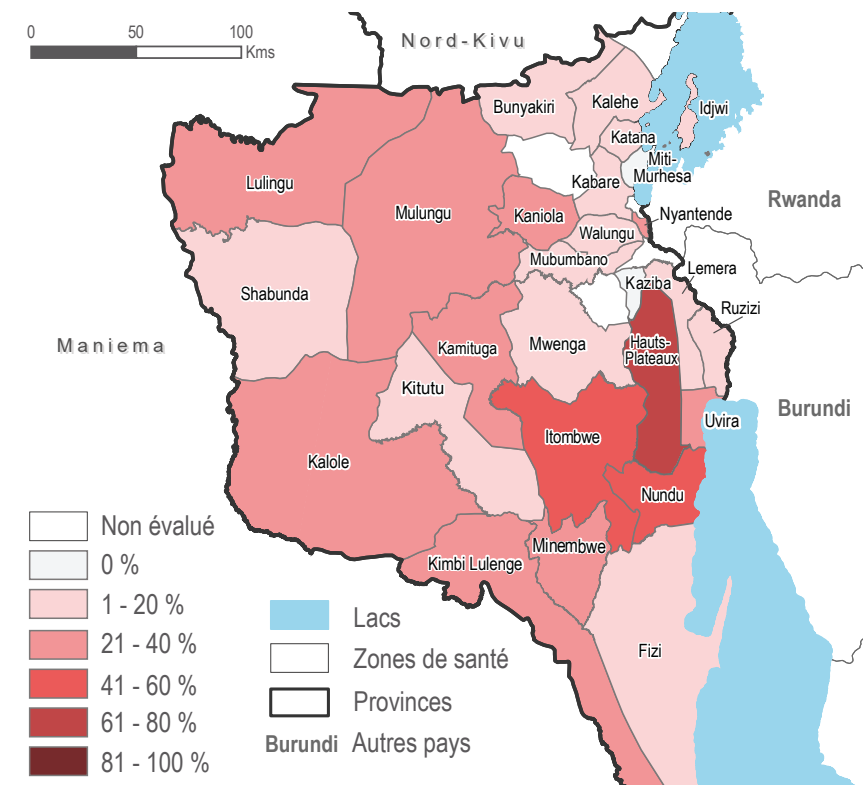
Dans 42% des localités évaluées en mars, les IC ont mentionné qu'une grande majorité (entre 75% et 99%) des garçons âgés entre 6 et 11 ans fréquentaient les bancs de l'école, cette proportion étant moins importante pour les filles (36%). De manière générale, **la fréquentation rapportée des filles était moins importante que celle des garçons, soulignant que les filles rencontrent davantage d'obstacles que leurs pairs dans l'accès à l'éducation**. Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité, sans grandes distinctions entre filles et garçons.³⁹ Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, tous les enseignants ne sont pas encore mécanisés.⁴⁰ ¹² **La rémunération des enseignants revient donc parfois aux parents**, qui doivent s'affranchir de frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants. En mars, 43% (89/207) des IC enseignants ont indiqué que l'école demandait le paiement des frais de scolarité aux parents.

Les problèmes de protection des enfants se seraient aggravés à la suite de la fermeture des écoles, selon les IC consultés en février, dans 88% (186) des localités évaluées, sans distinction par rapport au moins de janvier. La mise en place de mécanismes pour continuer à soutenir l'éducation – même informelle – des enfants en âge d'aller à l'école primaire n'a pas été signalée. Avec la fermeture des écoles, les activités des enfants en âge d'aller au primaire se sont substituées. Si une partie substantielle des IC des localités évaluées rapportent l'aide des enfants à la maison (31%, 67/214), suivie des jeux et divertissement (25%, 53/214), et du travail des enfants (5%, 10/214), constituant un problème de protection de l'enfance.

Protection

Sentiment d'insécurité

Dans **24% (137) des localités évaluées en mars**, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent. - % par ZS :



Dans **24% des localités évaluées en mars**, les IC ont indiqué que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité, sans changement notable sur la période. Le sentiment d'insécurité était plus prononcé dans la région des hauts-plateaux. **Les ZS de Hauts-Plateaux (65%, 20/31), Itombwe (47%, 24/51) et Nundu (42%, 5/12) représentaient les ZS où le sentiment d'insécurité ressortait le plus souvent des localités évaluées**, bien que ces résultats ne correspondent pas aux alertes publiées sur Ehtools pendant la période couverte.⁶

Si le sentiment perçu de d'insécurité a augmenté entre février et mars dans les localités évaluées des ZS de Hauts-Plateaux,⁴¹ Minembwe (février : 30%, 3/10 ; mars : 38% 18/47) et d'Itombwe (février 23%, 5/21 ; mars : 47%, 24/51) cela peut s'expliquer par la reprise des affrontements dans la région entre les groupes armés et les forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) début mars, qui s'est soldée par une 'relative accalmie' à la fin du mois de mars suite à l'organisation d'un dialogue réunissant le gouvernement national et des leaders communautaires.¹⁷ En outre, le rapport mensuel de protection pour la province du Sud-Kivu et du Maniema notait une hausse croissante du nombre de violations — regroupant les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), les violations du droit à l'intégrité physique, du droit à la liberté et du droit à la propriété — entre janvier et mars.¹⁶

Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans 17% des localités évaluées en mars, sans changement notable sur le trimestre, coïncidant avec le nombre stable d'incidents de protection rapporté sur la période dans le rapport mensuel de protection.¹⁶ En lien avec les niveaux élevés de sentiments d'insécurité dans la région des hauts-plateaux, ces incidents étaient plus fréquemment mentionnés dans les ZS de Hauts-Plateaux (42%, 13/31) et de Nundu (42%, 5/12). **Les attaques armées et les combats représentaient le premier type d'incident cité par les IC** de 60% des localités évaluées (57/95) où des civils ont été tués ou gravement blessés lors d'incidents, en légère hausse depuis février (48%, 29/61), et toujours concentrés dans la région des hauts plateaux⁴⁴ mais aussi dans la ZS de Kimbi Lulenge (86%, 6/7). Les accidents de la route venaient en second lieu (13%, 12/95). Parmi ces ZS, une seule alerte Ehtools recensait en mars des déplacements (estimation de PDI : 16 700 personnes) en provenance de la ZS de Hauts-Plateaux, à destination de la ZS de Lemera.⁴⁵ A titre de comparaison, Kivu Security Tracker⁴⁶ identifiait entre le 1er janvier et le 31 mars 2021, 142 incidents dans la province — dont des affrontements (56), des morts violentes (52), et des kidnappings pour rançons (29) — essentiellement localisés sur le flanc Est de la province.

Lorsque des pillages ou des attaques par des acteurs armés étaient rapportés (16%, 52/230), les IC ont signalé le pillage de maisons⁴⁷ dans 81% (101/127) de ces localités, cette proportion demeurant relativement stable sur le trimestre. **Ces attaques se concentraient principalement dans la partie Nord-Est de la province**, précisément dans les ZS de Bunyakiri (5/5), de Kalehe (3/3), faisant référence à la crise du territoire de Kalehe, mais aussi dans la ZS de Nundu (7/7) et de Mubumbano (5/5).

Principales inquiétudes liées à la protection

Les violences sexuelles représentaient la première cause d'inquiétude pour les femmes (dans 50% des localités évaluées) **et les filles** (38% des localités évaluées) en mars, restant stable sur la période couverte. Cette cause d'inquiétude a atteint des niveaux particulièrement élevés, aussi bien pour les femmes que pour les filles dans la région des hauts plateaux (ZS de Hauts Plateaux (femmes : 94%, 29/31 ; filles : 87%, 21/31), Nundu (femmes : 92%, 11/12 ; filles : 75%, 9/12) et Ruzizi (femmes : 83%, 10/12 ; filles : 67%, 8/12)). Parmi les violations des droits de l'homme relevés par le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) au mois de mars, la majorité des femmes victimes de violences sexuelles ont été répertoriées dans la province du Sud-Kivu.⁴⁸ **La seconde cause d'inquiétude citée pour les filles était le mariage précoce/forcé** (dans 26% des localités évaluées, 146/569), stable sur la période, alors que la seconde cause d'inquiétude ne faisait pas consensus chez les femmes. Comme montré dans l'aperçu de la situation octobre-décembre 2021, la fermeture des écoles a entraîné, selon les IC enseignants, une baisse de la scolarisation des garçons et des filles à cause de mariages et de la participation des enfants à des activités économiques. Les mariages d'enfants pendant la fermeture des écoles étaient surtout observés chez les filles au niveau du secondaire selon 77% (13/17) des IC enseignants ayant rapporté une baisse de la fréquentation scolaire des filles au secondaire.

A l'inverse, **la première cause d'inquiétude pour les hommes et les garçons ne faisait pas consensus au sein des IC des localités**. De même, 'aucune source d'inquiétude' était citée en second lieu à la fois pour les hommes et les garçons, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons. Chez les hommes et les garçons, les meurtres (hommes : 16%, 91/569 ; garçons : 10%, 57/569) étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus. **Le recrutement forcé de garçons par des acteurs armés était rapporté comme source d'inquiétude dans 8% des localités évaluées** (45/569), en légère hausse depuis janvier (6/323), dans des proportions importantes dans les ZS de la région des hauts-plateaux (Itombwe : 18%, 9/51 ; Minembwe : 47%, 22/47 ; et Nundu : 17%, 2/12). Le narratif des entretiens semi-structurés menés dans la ZS d'Itombwe au cours du mois de mars confirmait l'enrôlement d'enfants dans des

groupes armés.³⁹ D'après les IC, l'exposition des garçons à des (tentatives) enlèvements représentait une source d'inquiétude dans 6% des localités évaluées, sans changement sur la période. Cette perception étant d'autant plus visible dans les zones où l'activité des groupes armés demeure importante, incluant la ZS de Kaniola (33%, 4/12) et le territoire d'Uvira (ZS de Ruzizi : 58%, 7/12 ; Lemera : 43%, 6/14 ; et Nundu : 17% (2/12)).

La présence de mineurs non accompagnés était signalée dans plus de huit localités évaluées sur dix sur la période. Ce problème semble être généralisé à l'échelle de la province ; en effet, les IC ont relevé dans au moins 86% des localités évaluées de 24 des 26 ZS couvertes la présence d'enfants non accompagnés.

Redevabilité et communication

Principal 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en mars :

1	2	3
Nourriture 94% (536)	NC 25% (142) ; Santé 20% (111)	NC 29% (165) ; Santé 17% (99)

Les besoins prioritaires rapportés sont restés similaires d'un mois à l'autre. La nourriture demeurait au premier trimestre 2021 le premier besoin prioritaire à combler dans les localités évaluées de la province, suivie de la santé, plébiscitée à la fois comme second et troisième besoin prioritaire.

Sources d'information

Dans 89% des localités évaluées en mars au Sud-Kivu, **la station de radio était la principale source d'information pour la majorité de la population**. La source d'information largement considérée comme la plus fiable par la population pour obtenir des informations liées à la COVID-19 en mars était également la station de radio (85% des localités évaluées). Les amis et la famille étaient les principaux pourvoyeurs d'information dans 39% des localités évaluées en mars, suivis des chefs communautaires (17%) et des autorités locales (11%), sans net changement de tendance sur le trimestre.

Notes de fin

- 1 Afin de limiter les risques liés au COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considérera que les risques peuvent être limités de façon acceptable.
- 2 Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.
- 3 Les ZS comparables entre janvier, février et mars au Sud-Kivu sont les ZS de Bunyakiri, Fizi, Idjwi, Itombwe, Kabare, Kalehe, Kalole, Kamituga, Kaniola, Katana, Kaziba, Kimbi Lulenge, Lulingu, Minembwe, Miti-Murhesa, Mubumbano, Mulungu, Mwenga, Nundu, Ruzizi, Shabunda, Uvira et Walungu. Seule la ZS de Lemera est comparable entre février et mars.
- 4 Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.
- 5 Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.
- 6 [Ehtools](#), registre des alertes recensées entre janvier et mars: alerte n°3861 (territoire de Kabare), alerte n°3860 (territoire de Walungu), alerte n° 3857 (territoire de Kalehe), alerte n°3852 (territoire de Mwenga), alerte n°3851 (territoire de Shabunda), alerte n°3842 (territoire de Walungu), alerte n°3840 (territoire d'Uvira), alerte n°3819 (territoire de Kabare), alerte n°3793 (territoire de Walungu), alerte n°3769 (territoire de Shabunda)
- 7 Abris d'urgence : abris construits en matériaux non-durables tels que la paille, la terre, les bâches, etc. qui ne résistent pas bien aux intempéries. Ces abris peuvent ne pas fournir de protection adéquate, que ce soit en matière de sécurité personnelle ou contre les aléas climatiques. Source : Sphère. Chapitre 4 : Normes minimales dans les secteurs des abris, des établissements humains et des articles non alimentaires, p.246
- 8 L'eau de surface comprend les rivières, barrages, lacs, mares, ruisseaux, canaux, et systèmes d'irrigation ; Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. ; Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>
- 9 RFI. (15 janvier 2021). [L'UNICEF plaide pour la réouverture des écoles en RDC](#)
- 10 UNICEF. (24 février 2021). [L'UNICEF se réjouit de la réouverture des écoles en RDC](#)
- 11 Les enseignants sont une catégorie d'IC consultés. Certaines questions concernant l'éducation ont seulement été posées aux enseignants. Pour ces questions, les résultats sont à interpréter en termes de pourcentages d'IC enseignants apportant une réponse à une question donnée.
- 12 ACAPS. (octobre 2020). [Les défis de l'éducation & de la protection de l'enfance à l'Est de la RDC. Impact de la COVID-19, conflit et réforme politique](#)
- 13 Mercy Corps. (janvier 2021). Rapport mensuel de déplacement
- 14 Mercy Corps. (février 2021). Rapport mensuel de déplacement
- 15 Verweijen et al. (avril 2021). [Mayhem in the Mountains - How violent conflict of the Hauts-Plateaux of South Kivu escalated](#). Insecure Livelihoods Series
- 16 UNHCR & INTERSOS. (20 avril 2021). [Rapport mensuel de monitoring de protection – Sud Kivu & Maniema \(Kabambare\)](#) - Mars 2021
- 17 [Ehtools](#), alertes recensées en mars dans les territoires d'Uvira et de Mwenga : alerte n°3852 (territoire de Mwenga et alerte n°3840 (territoire d'Uvira),
- 18 OCHA. (mai 2021). République démocratique du Congo - [Note d'information humanitaire pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema](#) : 1er au 30 avril 2021
- 19 En février, l'effectif total pour la plupart des ZS où les IC ont rapporté l'arrivée d'un mouvement significatif de retournés est inférieur à trois. Ce nombre d'observations est insuffisant pour pouvoir interpréter les résultats.
- 20 IPC. (mars 2021). [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : février – décembre 2021](#)
- 21 IPC. (septembre 2020). [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë : juillet 2020 – juin 2021](#)
- 22 RFI. (novembre 2021). [Le petit commerce transfrontalier reprend lentement entre le Rwanda et la RDC](#)
- 23 Radio Okapi. (1er juin 2021). [Uvira : une année après, le Burundi rouvre sa frontière avec la RDC](#)
- 24 Nyembezi Mvunga et Charles Kunaka. (19 février 2021). [Petit commerce dans la région des Grands Lacs : un premier état des lieux des effets de la pandémie](#). Blog banque mondiale
- 25 En janvier 2020, 1 600 FC valait 1 USD avant que la devise se déprécie jusqu'à atteindre 2 010 FC pour 1 USD en juillet 2020. Source: iMMAP/DFS COVID-19. (octobre 2020). [Analyse de situation. Type de crise épidémique](#). Période: juin - octobre 2020
- 26 FEWS Net. (26 février 2021). [Amélioration de l'accès alimentaire des ménages en cette période de récolte de la saison A](#). février à septembre 2021
- 27 FEWS Net. (avril 2021). Democratic Republic of Congo: [Bulletin des prix](#).
- 28 Pour ces questions, les IC pouvaient donner plusieurs modalités de réponse.
- 29 APC Congo, (avril 2021). [Sud-Kivu : état des lieux de la chenille légionnaire dans la province](#)
- 30 ONU-Habitat. (2019). [Une analyse de l'économie politique du secteur foncier à l'est de la RDC](#)
- 31 Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage – Province du Sud Kivu. (novembre 2020). [Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence \(EFSA\) dans la province du Sud-Kivu](#). Rapport général
- 32 Semences, outils aratoires, bétail, filets de pêche, etc
- 33 FEWS Net. (décembre 2020). [Les récoltes vertes améliorent la situation alimentaire des ménages dans le nord et le centre](#)
- 34 OMS. Nutrition et sécurité alimentaire. Source : https://www.who.int/foodsafety/areas_work/nutrition/fr/
- 35 Cluster Santé. (mars 2021 – semaine 10). [Points saillants](#)



Notes de fin

- 36 Moustiquaires citées dans les localités évaluées comme articles non alimentaires essentiels non-disponibles pour la majorité de la population en mars : Mulungu (0%, 0/14), Miti-Murhesa (7%, 1/14), Fizi (5%, 2/40)
- 37 OCHA. (décembre 2020). [Aperçu des besoins humanitaires](#) – République Démocratique du Congo – Cycle de programme humanitaire 2021
- 38 La ZS des Hauts-Plateaux n'a pas été couverte les mois de janvier et de février. Ainsi, les résultats pour la ZS ne peuvent pas être comparés sur la période allant de janvier à mars 2021.
- 39 REACH. (mars 2021). [Aperçu de la situation humanitaire dans la province du Sud Kivu](#) : octobre-décembre 2020
- 40 Certains IC enseignaient à la fois au primaire et au secondaire. Les questions se rapportant au niveau d'éducation primaire ont été posées aux IC enseignants dans le primaire ainsi que dans le primaire et secondaire, alors que les questions se rapportant au secondaire ont été posées aux IC enseignants dans le secondaire ainsi que dans le primaire et secondaire.
- 41 Raisons liées à la non-scolarisation des enfants au primaire : manque de moyens pour payer le matériel scolaire (garçons 79% ; filles 70%) ; écoles payantes et manques de moyens (garçons 6% ; filles 4%)
- 42 « Les enseignants dits mécanisés sont répertoriés dans les fichiers du service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) et donc payés par le Gouvernement de la RDC » Source : Poncelet, Marc, Géraldine André, et Tom de Herdt. [La survie de l'école primaire congolaise \(RDC\) : héritage colonial, hybridité et résilience](#), Autrepart, vol. 54, no. 2, 2010, pp. 23-41.
- 43 Bien que les résultats pour la ZS de Hauts-Plateaux ne puissent être comparés d'un mois sur l'autre — cette ZS ayant été uniquement couverte au mois de mars — les % de localité évalués où les IC indiquent un sentiment de sécurité est en nette baisse sur le trimestre.
- 44 ZS de Hauts-Plateaux (92%, 12/13) et d'Itombwe (86%, 6/7)
- 45 [Ehtools](#), voir alerte 3840 (
- 46 <https://kivusecurity.org/map>
- 47 En dehors des cambriolages
- 48 MONUSCO. (30 avril 2021). [Note du BCNUDH sur les principales tendances des violations des droits de l'homme en mars 2021](#)

